

ANNEXE III REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Cas pratique à renseigner

FORMATION OMI NIVEAU 2 LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS MARITIMES PAR HYDROCARBURES COLOMBO (SRI LANKA) – 2026

1 CONTEXTE

Au sein du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD) pilote les actions de coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines « défense – sécurité » et « sécurité – développement ».

Dans le cadre de ses missions, la DCSD accompagne les États partenaires dans le renforcement de leurs capacités en matière d'action de l'Etat en mer, notamment dans le domaine de la prévention et de la gestion des pollutions marines.

Dans le cadre de la coopération franco-sri-lankaise en matière de sûreté et sécurité maritimes, le Centre Régional d'Études Maritimes (CREM – *RCMS en anglais*), inauguré à Colombo en 2024, organise en 2026 une session de formation OMI Niveau 2.

1.1 OBJECTIFS PRINCIPAUX :

- Renforcer les capacités opérationnelles des autorités sri-lankaises pour la préparation et la réponse aux pollutions maritimes par hydrocarbures ;
- Adapter les contenus et exercices aux moyens disponibles localement ;
- Dispenser une formation conforme aux standards OMI Niveau 2.

1.2 MODALITES DE LA FORMATION :

- Lieu : CREM, Colombo (présentiel) ;
- Exercice pratique : Port de Dikkowita, ou autre infrastructure désignée par le partenaire sri-lankais ;
- Langue : Anglais ;
- Participants : 15 à 20 personnes (stagiaires sri-lankais et internationaux, administrations civiles et militaires sri-lankaises) ;
- Durée : 4 jours effectifs, hors transport international.

2 OBJET DU CAS PRATIQUE

Le candidat doit présenter dans son offre technique la méthodologie complète qu'il mettrait en œuvre pour organiser et animer cette formation.

La réponse devra démontrer la capacité à :

- Dispenser une formation conforme aux standards OMI Niveau 2 ;
- Adapter le contenu au contexte sri-lankais et aux pays d'origine des stagiaires internationaux ;
- Organiser un exercice pratique en environnement portuaire ;
- Gérer l'ensemble des contraintes logistiques et budgétaires avec une approche économique et raisonnée.

ANNEXE III REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Cas pratique à renseigner

3 DEFINITION ET EXIGENCES DU CAS PRATIQUE

Le cas pratique constitue une mise en situation visant à renforcer les capacités opérationnelles, de commandement et de gestion de crise en matière de lutte contre les pollutions maritimes.

3.1 ORGANISATION PEDAGOGIQUE

La proposition devra inclure :

- Programme détaillé sur 4 jours, intégrant :
 - ✓ Exercices théoriques en salle de cours ;
 - ✓ Exercice pratique au port de Dikkowita ou autre infrastructure (démonstration et déploiement de matériel) ;
 - ✓ *Table-top* exercice de gestion de crise ;
 - ✓ Évaluation initiale et finale des participants ;
 - ✓ Délivrance d'attestations de formation.
- Adaptations prévues en fonction des équipements réellement disponibles sur site.

3.2 ORGANISATION LOGISTIQUE INTERNATIONALE

Le candidat assurera l'organisation complète des déplacements de ses formateurs, en détaillant :

- Nombre de formateurs mobilisés et justification pédagogique ;
- Planning incluant les jours de transport ;
- Gestion des visas et assurances mission.

Règles applicables aux déplacements aériens :

- Classe économique obligatoire ;
- Choix de la compagnie selon coût / durée / sécurité ;
- Justification écrite du choix retenu ;
- Optimisation des coûts de mission.

3.3 COORDINATION LOCALE

Le candidat devra :

- Travailler en lien avec l'Ambassade de France à Colombo et le CREM ;
- Transmettre ses besoins logistiques au moins 30 jours avant la mission ;
- Respecter les règles de sécurité sur les sites visités ;
- Adapter le programme aux moyens mis à disposition par les autorités sri-lankaises.

3.4 MAITRISE DES COUTS ET GESTION BUDGETAIRE

Le candidat adoptera une approche économique au strict nécessaire, visant à concilier efficacité, sécurité et performance pédagogique.

Principes directeurs :

- Une ventilation claire des postes :

ANNEXE III REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Cas pratique à renseigner

-
- ✓ Préparation, animation, transport, hébergement, logistique et matériel pédagogique ;
 - ✓ Justification des choix pour chaque dépense.
 - Une optimisation des coûts :
 - ✓ Priorisation des ressources indispensables au bon déroulement de la formation ;
 - ✓ Limitation des dépenses superflues ou redondantes ;
 - ✓ Solutions locales ou mutualisées lorsque possible (hébergement, transport, restauration) ;
 - Un dimensionnement humain adapté :
 - ✓ Nombre de formateurs et personnels de soutien strictement proportionné aux besoins pédagogiques et logistiques ;
 - ✓ Expertise ciblée pour garantir l'efficacité tout en réduisant les coûts.
 - Un suivi et une transparence :
 - ✓ Coûts identifiés clairement pour faciliter le suivi et le contrôle ;
 - ✓ Méthodologie de suivi budgétaire incluant rapports intermédiaires et clôture.

L'objectif est de pouvoir assurer une mission efficace, sécurisée et conforme aux standards OMI Niveau 2, avec une gestion des ressources fondée sur la rationalité et la minimisation des dépenses inutiles.

4 MISSIONS ATTENDUES DU CANDIDAT

Le candidat assurera les prestations logistiques, comptables et financières nécessaires au bon déroulement de la formation.

4.1 ORGANISATION LOGISTIQUE ET FINANCIERE

Le candidat devra :

- Organiser la logistique des missions des experts déployés ;
- Assurer le paiement des prestations dans le cadre d'une approche de maîtrise des coûts.

Activités principales :

- Paiement des frais de transport (aérien, ferroviaire) ;
- Paiement et remboursement des frais de mission ;
- Paiement des frais de documentation et de visa.

4.2 CONTENU ATTENDU DANS LA REPONSE

Le candidat devra produire un document structuré incluant :

1. Reformulation du besoin ;
2. Méthodologie détaillée : phases préparatoire, réalisation, clôture ;
3. Planning prévisionnel complet incluant transport international ;
4. Scénario contextualisé de l'exercice pratique ;

ANNEXE III
REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Cas pratique à renseigner

5. Analyse des risques (logistiques, sécuritaires, techniques) et mesures d'atténuation ;
6. Indicateurs d'évaluation de la formation ;
7. Justification du dimensionnement de l'équipe ;
8. Présentation synthétique de la structure budgétaire, détaillant les postes de dépenses et les mécanismes de maîtrise des coûts mise en œuvre .